

Tchad Malgré les attaques meurtrières des djihadistes, les Tchadiens, excédés par la corruption abyssale des dirigeants, pourraient être tentés par les actions d'« épuration » des « combattants de la foi ». Seules armes pour les vaincre : la justice sociale, la réconciliation et l'alternance démocratique.

Boko Haram impose son agenda

Par Acheikh Ibn-Oumar

En cette saison des pluies, la géographie urbaine est l'illustration la plus éloquente des déséquilibres économiques et sociaux, aggravés par la manne pétrolière. N'Djamena offre un visage irréal de buildings étincelants et de villas hollywoodiennes, jouxtant de précaires habitations en pisé assiégées par des ruelles marécageuses. La première décennie de « richesse » pétrolière avait débuté au son des tam-tams et youyous et sous les slogans : « *le Tchad sera un pays émergent en 2025 !* », « *N'Djamena vitrine de l'Afrique centrale* ». Elle s'est conclue par la supplique, plus réaliste, du général Déby Itno dans son discours du 1^{er} décembre 2014 – date anniversaire de son putsch de 1990 : « *Messieurs et Mesdames les fonctionnaires, commerçants, hommes d'affaires, s'il vous plaît, arrêtez la corruption. Vous avez déjà trop volé, arrêtez comme cela...* »

► Anecdotes cocasses

Une déclaration « courageuse », si une autre information ne venait entamer sa crédibilité : l'entrée de M. Déby Itno dans le top-10 des présidents africains les plus riches, selon le site CelebrityNetWorth, alors que le Tchad est dans les 5 derniers pays africains pour l'indice de développement humain. Les 50 millions de dollars de richesse qui sont attribués au président tchadien paraissent en deçà de la réalité. À titre de comparaison, le montant du pot-de-vin versé par la compagnie pétrolière canadienne Griffiths Energy à l'ancien ambassadeur du Tchad aux États-Unis, ex-époux d'une des filles du chef de l'État, s'élèverait à 34 millions de dollars, selon le ministère américain de la Justice ⁽¹⁾.

Les deux comptes de la douane (l'un officiel, l'autre officieux) sont gérés par la seule personne du directeur général Salay Déby Itno, frère du président. Les anecdotes cocasses sur les dernières arnaques des affidés du régime alimentent les conversations des N'Djamenois, pour lesquels l'humour est le dernier refuge contre le désespoir.

Pendant que certains « chanceux » deviennent milliardaires d'un jour à l'autre, la masse des citoyens, y compris les fonctionnaires et les commerçants, est contrainte à un exercice de survie quotidien. La politique sociale du régime se résume aux cérémonies largement télévisées de « dons personnels » de la première dame aux nécessiteux.

Les fluctuations des cours du pétrole, la perturbation des voies commerciales vitales avec le Cameroun et le Nigeria due aux dégâts de Boko Haram, le surcroît de dépenses entraînées par les interventions militaires extérieures ne sont que des facteurs aggravants de la détérioration des finances publiques et des conditions sociales. Car la cause première est bien l'avidité arrogante des proches du pouvoir. L'exaspération populaire, malgré les satisfecit appuyés des ministres français Fabius et Le Drian, a atteint les limites du tolérable et le changement politique est de plus en plus souhaité.

Malgré son affaiblissement physique, le général Déby Itno a répondu de façon cinglante à ceux qui rêvent d'une alternance démocratique atten-



D.R.

due depuis 2006, année de l'expiration de ses deux mandats constitutionnels. « *Je n'ai jamais mené dans ma vie une action quelconque pour devenir le président [...]. Mais Dieu en a décidé ainsi. [...]. Vingt-cinq ans, bien sûr que c'est long. Si j'avais la possibilité et savant (sic) que ce pays-là va bien fonctionner après moi sans problème, je quitterais le pouvoir aujourd'hui même [...]. C'est par obligation que je suis là, quitter et laisser le pays dans le désordre, non. C'est une responsabilité historique* », a-t-il déclaré à la presse le 11 août à l'occasion de la fête de l'Indépendance. Fragilisant encore davantage le précaire fil entre le pouvoir et les partis légalistes.

C'est dans ce climat d'injustice sociale et de patrimonialisation du pouvoir que vient frapper Boko Haram. Trois attentats à N'Djamena en juin et juillet ont fait officiellement 58 morts et environ 200 blessés. Dans la région frontalière du lac Tchad, les raids meurtriers contre les villageois sont quotidiens. Certes, aucun pays n'est à l'abri d'attaques suicides menées par

« JE N'AI JAMAIS MENÉ DANS MA VIE UNE ACTION QUELCONQUE
POUR DEVENIR LE PRÉSIDENT. DIEU EN A DÉCIDÉ AINSI. » DÉBY ITNO

des individus robotisés, mais cela n'excuse pas l'impréparation.

D'abord, N'Djamena, à une centaine de kilomètres des bases terroristes, est beaucoup plus exposée que les capitales voisines Yaoundé, Abuja et Niamey. Ensuite, l'intervention des forces



À gauche, attentat à N'Djamena. Déby et Issoufou à l'investiture de Buhari à Abuja. La coordination anti-Boko Haram se met-elle en place ?

armées tchadiennes, après une longue passivité très suspecte, devait nécessairement provoquer une riposte. Enfin, en réponse au président Déby Itno affirmant qu'il connaissait la cachette d'Abubakar Shekau et que celui-ci allait être anéanti, le chef de la secte djihadiste a répliqué par une menace virulente. Menace réitérée après la récente et très maladroite annonce de sa mort.

Selon la rumeur, les longues villégiatures du président Déby Itno s'expliquent par la nécessité de renforcer la sécurité présidentielle, des renseignements faisant état de plans d'attaque directe contre sa personne. La délocalisation insolite de la cérémonie de la fête de l'Indépendance dans la ville d'Abéché renforce cette rumeur. Même si certains expliquent ce long séjour hors de la capitale par des préparatifs militaires, afin d'éliminer les

foyers de l'opposition armée qui persistent, malgré la collaboration avec Khartoum et malgré les ralliements de nombreux « chefs de guerre ».

Fondée ou non, cette rumeur renforce la première tactique des groupes terroristes : créer une angoisse psychotique généralisée. Cette pression psychologique permet de semer le désarroi et le fatalisme dans la population (« *C'est Dieu qui nous punit pour nos péchés* »), et d'inhiber toute réflexion sur la nature purement politique et parfaitement intelligible du cancer terroriste.

Cette volonté forcenée des djihadistes d'imposer l'agenda sécuritaire rejoint paradoxalement les calculs du pouvoir, qui trouve là un moyen commode pour marginaliser, voire délégitimer, les revendications sociales et démocratiques. Des signes qui ne trompent pas montrent que la récente loi contre le terrorisme sera détournée pour intimider ceux qui contesteront le prochain hold-up électoral. Quant aux appels de la société civile pour un dialogue global avec l'opposition armée, ils seront assimilés à l'apologie du terrorisme. Ainsi, les groupes nihilistes seront de fait reconnus comme le seul adversaire.

Si, dans un premier temps, il y a cette convergence contre-nature entre le pouvoir et les terroristes au détriment des forces démocratiques, à terme, ces groupes cherchent à marginaliser les pouvoirs eux-mêmes. L'objectif est que les « combattants de foi » se retrouvent seuls face aux puissances « impies », en les obligeant à engager leurs hommes sur le terrain. L'implication militaire et sécuritaire de la France et des États-Unis sera de plus en plus forte, malgré les pieuses déclarations sur le « *renforcement des capacités techniques des forces locales* ». C'est que les récents attentats ont mis en lumière des failles énormes dans les organes de sécurité tchadienne, qui sont d'origine politique et non technique. Citons les recrutements massifs et désordonnés, la promotion d'éléments sans formation aux postes sensibles sur des critères ethniques, la priorité à la

répression des opposants au détriment de la sécurité des citoyens, le divorce entre l'enrichissement des caciques et les conditions de vie et de travail misérables des policiers et soldats, et même des officiers qui n'ont pas la chance d'appartenir à la caste des privilégiés, etc.

► Discriminations odieuses

Le seul élément positif est l'abnégation des soldats tchadiens, qui n'hésitent pas à s'engager sur des terrains inconnus, dans des conditions logistiques rudes, malgré un commandement défaillant et une planification brouillonne. Mais cette efficacité militaire béatement chantée à l'intérieur et à l'extérieur est en train de montrer ses limites. Les raisons ? Le poids financier de moins en moins tenable et le mécontentement grandissant au sein de la troupe, causé par les discriminations odieuses dans le traitement des blessés et le soutien aux familles, et dont les répercussions touchent l'ensemble de la société. En bref, « *le devoir de porter un secours militaire aux frères africains* » est de plus en plus perçu par la masse des citoyens comme la cause de l'aggravation de la misère sociale et de l'arrogance du clan au pouvoir.

Aussi, la priorité de la nécessaire lutte contre le terrorisme est de combler le fossé entre les gouvernants et les gouvernés. Ce qui impose d'enrayer la frénésie suicidaire de l'enrichissement illicite, d'instaurer la justice sociale et d'assurer l'égalité des citoyens devant la loi, de réaliser une réconciliation solide avec l'opposition armée, de respecter les règles électorales, professionnaliser la police, la douane, l'armée, etc., et de faire preuve de modestie envers les autres pays.

Ces tâches, qui nécessitent des remises en cause douloureuses, ne sont pas hors de portée du pouvoir tchadien. À condition d'avoir la volonté de construire une véritable solidarité nationale et régionale contre l'obscurantisme djihadiste, en tant que levier et non en tant que substitut aux défis historiques de la construction de l'État de droit et du décollage économique. ■

**UNE CONVERGENCE CONTRE-NATURE ENTRE LE POUVOIR
ET LES TERRORISTES AU DÉTRIMENT DES FORCES DÉMOCRATIQUES.**

► ⁽¹⁾ Cf Reuters : « *U.S. seeks \$34 mln for Griffiths Energy bribe scheme of Chad diplomat.* »